

# JOURNAL DE MONACO

## Bulletin Officiel de la Principauté

JOURNAL HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE VENDREDI

DIRECTION - REDACTION - ADMINISTRATION MINISTERE D'ETAT - Place de la Visitation - B.P. 522 - MC 98015 MONACO CEDEX  
Téléphone : 93.15.80.00 - Compte Chèque Postal 30 1947 T Marseille

### ABONNEMENT

1 an (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier)	
tarifs toutes taxes comprises :	
Monaco, France métropolitaine .....	310,00 F
Etranger .....	380,00 F
Etranger par avion .....	480,00 F
Annexe de la "Propriété Industrielle", seule .....	150,00 F
Changement d'adresse .....	7,30 F
Microfiches, l'année .....	450,00 F
(Remise de 10 % au-delà de la 10 <sup>e</sup> année souscrite)	

### INSERTIONS LÉGALES

la ligne hors taxe :	
Greffé Général - Parquet Général .....	36,00 F
Gérançes libres, locations gérançes .....	38,50 F
Commerces (cessions, etc ...) .....	40,00 F
Société (Statuts, convocation aux assemblées, avis financiers, etc ...) .....	42,00 F
Avis concernant les associations (constitution, modifications, dissolution) .....	36,00 F

### SOMMAIRE

#### MAISON SOUVERAINE

Audience privée de M. l'Ambassadeur de Suisse en France (p. 1150).  
Commission Supérieure des Comptes : prestations de serment (p. 1150).

#### ORDONNANCES SOUVERAINES

Ordonnance Souveraine n° 11.676 du 27 juillet 1995 portant nomination d'un Professeur des écoles dans les établissements d'enseignement (p. 1151).  
Ordonnances Souveraines n° 11.722 et n° 11.723 du 25 septembre 1995 admettant, sur leur demande, des fonctionnaires à faire valoir leurs droits à la retraite anticipée (p. 1151).  
Ordonnance Souveraine n° 11.725 du 26 septembre 1995 portant nomination du Directeur de l'Habitat (p. 1152).  
Ordonnance Souveraine n° 11.726 du 28 septembre 1995 modifiant l'ordonnance souveraine n° 6.364 du 17 août 1978 déterminant les emplois supérieurs visés par la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'Etat (p. 1152).

Ordonnance Souveraine n° 11.727 du 28 septembre 1995 portant nomination du Conseiller Technique au Département des Finances et de l'Economie (p. 1153).

Ordonnance Souveraine n° 11.728 du 28 septembre 1995 portant nomination du Secrétaire Général de la Direction des Relations Extérieures (p. 1153).

Ordonnance Souveraine n° 11.729 du 28 septembre 1995 portant désignation du Directeur Général du Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales (p. 1154).

Ordonnance Souveraine n° 11.730 du 28 septembre 1995 portant nomination du Secrétaire Général du Département de l'Intérieur (p. 1154).

#### ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Arrêté Ministériel n° 95-395 du 21 septembre 1995 abrogeant l'arrêté ministériel n° 91-262 du 16 avril 1991 autorisant la compagnie d'assurances dénommée "CAISSE INTERSYNDICALE D'ASSURANCES DE LA RÉGION LYONNAISE" (C.I.A.L.) à étendre ses opérations en Principauté (p. 1155).

Arrêté Ministériel n° 95-396 du 21 septembre 1995 fixant le taux horaire de l'allocation d'aide publique pour privation partielle d'emploi et les plafonds mensuels de ressources pour en bénéficier (p. 1155).

Arrêté Ministériel n° 95-402 du 26 septembre 1995 portant ouverture d'un concours en vue du recrutement de trois caissières à la Direction de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports (Stade Louis II) (p. 1155).

*Arrêté Ministériel n° 95-403 du 26 septembre 1995 maintenant une fonctionnaire en position de disponibilité (p. 1156).*

*Arrêté Ministériel n° 95-404 du 26 septembre 1995 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES I.A.R.D. MUTUELLE" (p. 1156).*

*Arrêté Ministériel n° 95-405 du 26 septembre 1995 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES-Vie S.A." (p. 1157).*

*Arrêté Ministériel n° 95-406 du 26 septembre 1995 portant revalorisation des pensions d'invalidité servies par la Caisse de Compensation des Services Sociaux, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995 (p. 1157).*

*Arrêté Ministériel n° 95-407 du 26 septembre 1995 portant revalorisation des rentes servies en réparation d'accidents du travail et de maladies professionnelles, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995 (p. 1158).*

*Arrêté Ministériel n° 95-408 du 26 septembre 1995 portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (p. 1158).*

#### **ARRÊTÉ DE LA DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**

*Arrêté n° 95-6 du 20 septembre 1995 désignant un juge pour l'année judiciaire 1995-1996, en qualité de juge chargé de l'application des peines (p. 1159).*

#### **ARRÊTÉ MUNICIPAL**

*Arrêté Municipal n° 95-47 du 26 septembre 1995 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation dans le secteur de Monte-Carlo (p. 1159).*

#### **AVIS ET COMMUNIQUÉS**

##### **MINISTÈRE D'ÉTAT**

Direction de la Fonction Publique.

*Avis de recrutement n° 95-185 d'un agent responsable au Service du Contrôle Technique et de la Circulation (p. 1159).*

*Avis de recrutement n° 95-186 de deux gardiens de parking au Service du Contrôle Technique et de la Circulation (p. 1160).*

*Avis de recrutement n° 95-187 d'un contrôleur de parking au Service du Contrôle Technique et de la Circulation (p. 1160).*

*Avis de recrutement n° 95-188 d'un chef de centre au Centre de Contrôle des véhicules au Service du Contrôle Technique et de la Circulation (p. 1160).*

*Avis de recrutement n° 95-189 d'une sténodactylographe au Service des Travaux Publics (p. 1160).*

*Avis de recrutement n° 95-190 d'un opérateur au Service de l'Urbanisme et de la Construction (p. 1160).*

*Avis de recrutement n° 95-191 d'un(e) documentaliste au Centre d'Information de l'Education Nationale (p. 1161).*

*Avis de recrutement n° 95-192 d'un archiviste au Service des Travaux Publics (p. 1161).*

##### **DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE**

Direction de l'Habitat. - Service du Logement.

*Local vacant (p. 1161).*

##### **DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR**

Direction de l'Action Sanitaire et Sociale.

*Tour de garde des médecins - 4<sup>e</sup> trimestre 1995 (p. 1161).*

*Tour de garde des pharmacies - 4<sup>e</sup> trimestre 1995 (p. 1162).*

##### **DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DES AFFAIRES SOCIALES**

Direction des Relations du Travail.

*Communiqué n° 95-66 du 30 août 1995 relatif à la rémunération minimale du personnel de l'industrie pharmaceutique applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996 (p. 1162).*

##### **DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**

*Avis de recrutement d'un appariteur (p. 1162).*

##### **MAIRIE**

*Avis de vacance d'emploi n° 95-132 (p. 1163).*

##### **INFORMATIONS (p. 1163)**

**INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES (p. 1165 à p. 1176).**

### **MAISON SOUVERAINE**

*Audience privée de M. l'Ambassadeur de Suisse en France.*

S.A.S. le Prince Souverain a reçu en audience privée au Palais S.E. M. Edouard Brunner, Ambassadeur de Suisse en France, à l'occasion de sa visite en Principauté où il a donné une conférence sur le thème "La Suisse et la construction européenne".

*Commission Supérieure des Comptes : Prestations de serment.*

Par ordonnance souveraine du 8 août 1995, M. Jean Raynaud et M. Christian Descheemaeker ont été nommés respectivement Membre titulaire, et Membre suppléant de la Commission Supérieure des Comptes.

Par Décision du même jour, M. J. Raynaud a été nommé Président.

Lors d'une cérémonie qui s'est déroulée récemment dans les Salons de l'Ambassade de Monaco à Paris, M. Jean Raynaud et M. Christian Descheemaeker ont prêté le ser-

ment prescrit par la loi pour exercer leurs fonctions, entre les mains de S.E. M. Christian Orsetti, Ambassadeur de S.A.S. le Prince en France.

## ORDONNANCES SOUVERAINES

*Ordonnance Souveraine n° 11.676 du 27 juillet 1995 portant nomination d'un Professeur des écoles dans les établissements d'enseignement.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 1.730 du 7 mai 1935 rendant exécutoire la Convention franco-monégasque du 28 juillet 1930 sur le recrutement de certains fonctionnaires ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 5 juillet 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

### Avons Ordonné et Ordonnons :

M<sup>re</sup> Laurence PETTAVINO, Professeur des écoles, placée en position de détachement des cadres de l'Éducation Nationale par le Gouvernement de la République française, est nommée Professeur des écoles dans les établissements d'enseignement à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1994.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-sept juillet mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.722 du 25 septembre 1995 admettant, sur sa demande, une fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite anticipée.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.504 du 13 mars 1979 portant nomination d'une Institutrice dans les établissements d'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 juin 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

### Avons Ordonné et Ordonnons :

M<sup>me</sup> Danièle BERNABO, épouse VIANO, Directrice d'école, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite anticipée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-cinq septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.723 du 25 septembre 1995 admettant, sur sa demande, une fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite anticipée.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 9.647 du 5 décembre 1989 portant nomination d'un Receveur-adjoint au Service des Taxes à la Direction des Services Fiscaux ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 juin 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

**Avons Ordonné et Ordonnons :**

M<sup>me</sup> Micheline DUNK, épouse GUAZZONNE, Receveur-adjoint au Service des Taxes, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite anticipée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-cinq septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :*  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.725 du 26 septembre 1995 portant nomination du Directeur de l'Habitat.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 portant application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 9.958 du 21 décembre 1990 portant nomination du Directeur de l'Office d'Assistance Sociale ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 7 juin 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

**Avons Ordonné et Ordonnons :**

M<sup>me</sup> Catherine ORECHIA, épouse MATTHYSSENS, Directeur de l'Office d'Assistance Sociale, est nommée Directeur de l'Habitat.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :*  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.726 du 28 septembre 1995 modifiant l'ordonnance souveraine n° 6.364 du 17 août 1978 déterminant les emplois supérieurs visés par la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

**Avons Ordonné et Ordonnons :**

Le 4<sup>ème</sup> tiret de l'article unique de Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État, est complété ainsi qu'il suit :

"- Commissaires Généraux, Inspecteur Général de l'Administration, Directeurs Généraux et Directeurs, Chefs de service, Conseillers et Conseillers techniques, Chargés de mission, relevant directement du Ministre d'État ou des Conseillers de Gouvernement".

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :*  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.727 du 28 septembre 1995 portant nomination du Conseiller Technique au Département des Finances et de l'Économie.*

RAINIER III

PAR LA GRACE DE DIEU

PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 10.450 du 4 février 1992 portant nomination du Secrétaire Général de la Direction des Relations Extérieures ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

**Avons Ordonné et Ordonnons :**

M. Claude VACCAREZZA, Secrétaire Général de la Direction des Relations Extérieures, est nommé Conseiller Technique au Département des Finances et de l'Économie.

Cette nomination prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :*  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.728 du 28 septembre 1995 portant nomination du Secrétaire Général de la Direction des Relations Extérieures.*

RAINIER III

PAR LA GRACE DE DIEU

PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 11.481 du 6 février 1995 portant désignation du Directeur Général du Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

**Avons Ordonné et Ordonnons :**

M. Robert FILLON, Directeur Général du Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales, est nommé Secrétaire Général de la Direction des Relations Extérieures.

Cette nomination prend effet le 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :*  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.729 du 28 septembre 1995 portant désignation du Directeur Général du Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 7.779 du 11 août 1983 fixant les attributions des Directeurs Généraux des départements ;

Vu Notre ordonnance n° 11.479 du 6 février 1995 portant nomination d'un Conseiller Technique au Département des Finances et de l'Économie ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

#### **Avons Ordonné et Ordonnons :**

M. Gilles TONELLI, Conseiller Technique au Département des Finances et de l'Économie, est désigné, pour une durée de trois ans renouvelable, comme Directeur Général du Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales.

Cette désignation prend effet le 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :*  
J.-C. MARQUET.

*Ordonnance Souveraine n° 11.730 du 28 septembre 1995 portant nomination du Secrétaire Général du Département de l'Intérieur.*

RAINIER III  
PAR LA GRACE DE DIEU  
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.364 du 17 août 1978, modifiée, déterminant les emplois supérieurs visés par l'article 4 de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 11.040 du 22 septembre 1993 portant nomination d'un Secrétaire au Département de l'Intérieur ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

#### **Avons Ordonné et Ordonnons :**

M. Richard MILANESIO, Secrétaire au Ministère d'État (Département de l'Intérieur), est nommé Secrétaire Général de ce Département.

Cette nomination prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

RAINIER.

*Par le Prince,  
Le Secrétaire d'État :  
J.-C. MARQUET.*

## ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

*Arrêté Ministériel n° 95-395 du 21 septembre 1995 abrogeant l'arrêté ministériel n° 91-262 du 16 avril 1991 autorisant la compagnie d'assurances dénommée "CAISSE INTERSYNDICALE D'ASSURANCES DE LA RÉGION LYONNAISE" (C.I.A.L.), à étendre ses opérations en Principauté.*

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la requête présentée par la compagnie d'assurances dénommée "CAISSE INTERSYNDICALE D'ASSURANCES DE LA RÉGION LYONNAISE" (C.I.A.L.), dont le siège social est à Lyon (Rhône), 54, avenue Jean Jaurès ;

Vu la loi n° 609 du 11 avril 1956 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 3.041 du 19 août 1963 rendant exécutoire la Convention relative à la réglementation des assurances, signée à Paris le 18 mai 1963 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.178 du 12 décembre 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 91-262 du 16 avril 1991 autorisant la société susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 13 septembre 1995 ;

**Arrêtons :**

### ARTICLE PREMIER

L'arrêté ministériel n° 91-262 du 16 avril 1991 est abrogé.

### ART. 2.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-et-un septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

*Le Ministre d'État,  
P. DUOUD.*

*Arrêté Ministériel n° 95-396 du 21 septembre 1995 fixant le taux horaire de l'allocation d'aide publique pour privation partielle d'emploi et les plafonds mensuels de ressources pour en bénéficier.*

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 871 du 17 juillet 1969 instituant des allocations d'aide publique en faveur des travailleurs privés momentanément et involontairement d'emploi, modifiée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.409 du 21 février 1970 portant application de la loi n° 871 du 17 juillet 1969, modifiée ;

Vu l'arrêté ministériel n° 70-247 du 13 juillet 1970 portant fixation du taux de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés momentanément et involontairement d'emploi et des plafonds de ressources pour en bénéficier, modifié ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 13 septembre 1995 ;

**Arrêtons :**

### ARTICLE PREMIER

Le taux horaire de l'allocation d'aide publique pour privation partielle d'emploi est fixé à 18 francs à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995.

### ART. 2.

Les plafonds mensuels de ressources, pour bénéficier de l'allocation pour privation partielle d'emploi, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995.

– travailleurs seuls .....	8.845,00 F
– travailleurs avec une ou deux personnes à charge ...	9 729,50 F
– travailleurs avec trois personnes ou plus à charge ...	10.614,00 F

### ART. 3.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie et le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-et-un septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

*Le Ministre d'État,  
P. DUOUD.*

*Arrêté Ministériel n° 95-402 du 26 septembre 1995 portant ouverture d'un concours en vue du recrutement de trois caissières à la Direction de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports (Stade Louis II).*

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 ;

**Arrêtons :****ARTICLE PREMIER**

Il est ouvert un concours en vue du recrutement de trois caissières à la Direction de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports (Stade Louis II) catégoric B - (indices majorés extrêmes 283/373).

**ART. 2.**

Les candidates à ces emplois devront satisfaire aux conditions suivantes :

- être âgé de 40 ans au moins ;
- être de nationalité monégasque ;
- présenter de très sérieuses références en matière de tenue de caisse ;
- posséder, si possible, des notions de secourisme.

**ART. 3.**

Les candidates devront adresser à la Direction de la Fonction Publique, dans les dix jours de la publication du présent arrêté, un dossier comprenant :

- une demande sur timbre,
- deux extraits de l'acte de naissance,
- un certificat de nationalité,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie certifiée conforme des diplômes, titres et références présentés.

**ART. 4.**

Le concours aura lieu sur titres et références.

**ART. 5.**

Le jury de concours sera composé comme suit :

- M. le Directeur de la Fonction Publique et des Ressources Humaines, ou son représentant, Président ;
- M. Didier GAMERDINGER, Directeur Général du Département de l'Intérieur ;
- M<sup>me</sup> Yvette LAMBIN-BERTI, Directeur de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports ;
- M<sup>me</sup> Geneviève JENOT, Secrétaire au Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales ;
- M. Patrick BATTAGLIA, représentant des fonctionnaires auprès de la Commission paritaire compétente, ou son suppléant.

**ART. 6.**

Le recrutement s'effectuera dans le cadre des dispositions de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée, et de celles de l'ordonnance souveraine du 30 mars 1865 sur le serment des fonctionnaires.

**ART. 7.**

Le Secrétaire Général du Ministère d'État et le Directeur de la Fonction Publique et des Ressources Humaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

*Le Ministre d'État,*  
P. DUOUD.

**Arrêté Ministériel n° 95-403 du 26 septembre 1995 maintenant une fonctionnaire en position de disponibilité.**

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 9.636 du 20 novembre 1989 portant nomination d'une Sténodactylographe à la Direction des Services Fiscaux ;

Vu l'arrêté ministériel n° 95-3 du 12 janvier 1995 maintenant une fonctionnaire en position de disponibilité ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 ;

**Arrêtons :****ARTICLE PREMIER**

M<sup>me</sup> Nathalie MOREAU, épouse DORIA, Sténodactylographe à la Direction des Services Fiscaux, est maintenu, sur sa demande, en position de disponibilité pour une période d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

**ART. 2.**

Le Secrétaire Général du Ministère d'État et le Directeur de la Fonction Publique et des Ressources Humaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

*Le Ministre d'État,*  
P. DUOUD.

**Arrêté Ministériel n° 95-404 du 26 septembre 1995 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES I.A.R.D. MUTUELLE".**

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la requête présentée par la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES I.A.R.D. MUTUELLE", dont le siège social est à Paris-la-Défense, 100-101 Terrasse Boieldieu ;

Vu la loi n° 609 du 11 avril 1956 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 3.041 du 19 août 1963 rendant exécutoire la Convention relative à la réglementation des assurances signée à Paris le 18 mai 1963 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.178 du 12 décembre 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 92-281 du 29 avril 1992 autorisant la société dénommée "LA NOUVELLE MUTUELLE ASSURANCE" devenue "ALPHA ASSURANCES I.A.R.D. MUTUELLE" ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 ;



## Arrêtons :

## ARTICLE PREMIER

M. Claude FATH, demeurant 3, rue de la Fontaine à Kienheim (Bas-Rhin), est agréé en qualité de représentant personnellement responsable du paiement des taxes et pénalités susceptibles d'être dues par la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES I.A.R.D. MUTUELLE" en remplacement de M. Jean-Jacques LEFEVRE.

## ART. 2.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

Le Ministre d'État,  
P. DJOUD.

*Arrêté Ministériel n° 95-405 du 26 septembre 1995 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES-VIE S.A.".*

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la requête présentée par la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES-VIE S.A.", dont le siège social est à Paris-la-Défense, Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu ;

Vu la loi n° 609 du 11 avril 1956 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 3.041 du 19 août 1963 rendant exécutoire la Convention relative à la réglementation des assurances signée à Paris le 18 mai 1963 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.178 du 12 décembre 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 92-22 du 15 janvier 1992 autorisant la société susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 ;

## Arrêtons :

## ARTICLE PREMIER

M. Claude FATH, demeurant 3, rue de la Fontaine à Kienheim (Bas-Rhin), est agréé en qualité de représentant personnellement responsable du paiement des taxes et pénalités susceptibles d'être dues par la compagnie d'assurances dénommée "ALPHA ASSURANCES-VIE S.A." en remplacement de M. Jean-Jacques LEFEVRE.

## ART. 2.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

Le Ministre d'État,  
P. DJOUD.

*Arrêté Ministériel n° 95-406 du 26 septembre 1995 portant revalorisation des pensions d'invalidité servies par la Caisse de Compensation des Services Sociaux, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995.*

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944 portant création d'une Caisse de Compensation des Services Sociaux de la Principauté de Monaco ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 92 du 7 novembre 1949 modifiant et codifiant les ordonnances souveraines d'application de l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944, susvisée, modifiée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.739 du 22 juin 1971 fixant le régime des prestations dues aux salariés, en vertu de l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944, en cas de maladie, accident, maternité, invalidité et décès, modifiée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 ;

## Arrêtons :

## ARTICLE PREMIER

Conformément aux dispositions de l'article 85 de l'ordonnance souveraine n° 4.739 du 22 juin 1971, susvisée, les rémunérations à prendre en considération pour la détermination du salaire mensuel moyen visé à l'article 81 de ladite ordonnance souveraine, sont révisées comme suit :

ANNEE	COEFFICIENT PAR LEQUEL EST MULTIPLIE LE SALAIRE RESULTANT DES COTISATIONS VERSEES
1973	4,715
1974	4,157
1975	3,501
1976	2,978
1977	2,569
1978	2,311
1979	2,108
1980	1,856
1981	1,639
1982	1,466
1983	1,384
1984	1,311
1985	1,258
1986	1,229
1987	1,184
1988	1,155
1989	1,118
1990	1,086
1991	1,068
1992	1,037
1993	1,037
1994	1,017
1995	1,005

## ART. 2.

Les pensions liquidées avec entrée en jouissance antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1995 sont révisées à compter de cette date, en multipliant par le coefficient 1,005 le montant desdites pensions tel qu'il résultait de l'application des dispositions précédemment en vigueur pour leur liquidation ou leur revalorisation.

## ART. 3.

Lorsque l'invalidé est absolument incapable d'exercer une profession et est, en outre, dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une autre personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, il perçoit une indemnité dont le montant sera égal à 40 % de la pension d'invalidité.

Toutefois, le montant minimal de cette indemnité est porté à 65.061,15 F à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

## ART. 4.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

*Le Ministre d'Etat,*  
P. DUOUD.

*Arrêté Ministériel n° 95-407 du 26 septembre 1995 portant revalorisation des rentes servies en réparation d'accidents du travail et de maladies professionnelles, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995.*

Nous, Ministre d'Etat de la Principauté,

Vu la loi n° 444 du 16 mai 1946 étendant aux maladies professionnelles la législation sur les accidents du travail ;

Vu la loi n° 636 du 11 janvier 1958 tendant à modifier et à codifier la législation sur la déclaration, la réparation et l'assurance des accidents du travail, modifiée ;

Vu la loi n° 830 du 28 décembre 1967 relative au fonds complémentaire de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, modifié ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.036 du 17 mai 1968 portant application de la loi n° 830 du 28 décembre 1967 relative au fonds complémentaire de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, modifiée ;

Vu l'arrêté ministériel n° 57-193 du 16 juillet 1957 précisant le mode d'évaluation du salaire annuel servant de base au calcul des rentes allouées au titre de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, modifié ;

Vu l'avis de la Commission Spéciale des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles en date du 25 octobre 1994 ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 septembre 1995 ;

## Arrêtons :

## ARTICLE PREMIER

Le coefficient de revalorisation des rentes allouées en réparation d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné la mort de la victime ou une incapacité permanente au moins égale à 10 % est fixé à 1,005 au 1<sup>er</sup> juillet 1995.

## ART. 2.

Le montant du salaire minimum annuel, prévu à l'article 3 de la loi n° 636 du 11 janvier 1958 et à l'article premier de l'arrêté ministériel n° 57-193 du 16 juillet 1957, susvisé, est fixé à 89.766,92 francs au 1<sup>er</sup> juillet 1995.

## ART. 3.

Dans le cas où l'incapacité permanente est totale et oblige la victime à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, le montant de la rente, calculé comme il est dit au 3<sup>e</sup> de l'article 4 de la loi n° 636 du 11 janvier 1958, susvisée est majoré de 40 %. Toutefois, le montant minimal de cette majoration est porté à 65.061,15 francs au 1<sup>er</sup> juillet 1995.

## ART. 4.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet au 1<sup>er</sup> juillet 1995.

## ART. 5.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales et le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

*Le Ministre d'Etat,*  
P. DUOUD.

*Arrêté Ministériel n° 95-408 du 26 septembre 1995 portant ouverture d'un compte spécial du Trésor.*

Nous, Ministre d'Etat de la Principauté,

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu la loi n° 841 du 1<sup>er</sup> mars 1968 relative aux Lois de budget ;

Vu la loi n° 1.176 du 26 avril 1995 portant fixation du budget général primitif de l'exercice 1995 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.908 du 21 avril 1972 sur les comptes spéciaux du Trésor ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 7 août 1995 ;

## Arrêtons :

## ARTICLE PREMIER

Le montant des crédits de dépenses du compte spécial du Trésor n° 8.570 "Aide Nationale au Logement" inscrit au budget de l'exercice 1995 est porté à 1.800.000 F.

## ART. 2.

Cette majoration fera l'objet d'une régularisation dans le cadre de la plus prochaine loi de budget.

## ART. 3.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

*Le Ministre d'Etat,*  
P. DUOUD.

## ARRÊTÉ DE LA DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

*Arrêté n° 95-6 du 20 septembre 1995 désignant un juge pour l'année judiciaire 1995-1996, en qualité de juge chargé de l'application des peines.*

Le Directeur des Services Judiciaires de la Principauté de Monaco ;  
Vu l'ordonnance organique du 9 mars 1918 ;  
Vu la loi n° 783 du 15 juillet 1965 portant organisation judiciaire ;  
Vu l'article 399, alinéa 2 du Code pénal ;

### Arrête :

M<sup>re</sup> Muriel DORATO, Juge au Tribunal de Première Instance, est commise, pour l'année judiciaire 1995-1996, en qualité de Juge chargé de l'application des peines.

Fait au Palais de Justice, à Monaco, le vingt septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

Le Directeur des  
Services Judiciaires,  
NOËL MUSEUX.

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

*Arrêté Municipal n° 95-47 du 26 septembre 1995 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation dans le secteur de Monte-Carlo.*

Nous, Maire de la Ville de Monaco ;  
Vu la loi n° 959 du 24 juillet 1974 sur l'organisation communale ;  
Vu la loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du domaine public ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 1.691 du 17 décembre 1957 portant réglementation de la Police de la Circulation routière (Code de la route), modifiée ;

Vu l'arrêté municipal n° 83-33 du 4 juillet 1983 fixant les dispositions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules en ville ;

### Arrêtons :

#### ARTICLE PREMIER

A l'occasion de l'essai d'un nouveau schéma de circulation, les dispositions figurant au chiffre 37° de l'arrêté municipal n° 83-33 du 4 juillet 1983 fixant les dispositions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules en ville sont temporairement remplacées par celle ci-après :

– "37 - Rue des Violettes"

Un sens unique de circulation est instauré dans le sens de l'avenue Saint Michel à l'avenue du Berceau.

### ART. 2.

La disposition qui précède est applicable du lundi 2 octobre 1995 au lundi 6 novembre 1995.

### ART. 3.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la loi.

### Art. 4.

Une ampliation du présent arrêté, en date du 26 septembre 1995, a été transmise à S.E. M. le Ministre d'Etat.

Monaco, le 26 septembre 1995.

Le Maire,  
A.M. CAMPORA.

## AVIS ET COMMUNIQUÉS

### MINISTÈRE D'ÉTAT

Direction de la Fonction Publique.

Pour les conditions d'envoi des dossiers, se reporter aux indications figurant in fine des avis de recrutement.

*Avis de recrutement n° 95-185 d'un agent responsable au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.*

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un agent responsable au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.

La durée de l'engagement sera de trois ans, à compter du 13 décembre 1995, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle Indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 238/332.

La fonction afférente à l'emploi consiste notamment à assurer la surveillance des parkings, y compris la nuit, les dimanches et jours fériés.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 21 ans au moins et de 55 ans au plus ;
- être titulaire du permis de conduire de la catégorie "B" (véhicules de tourisme) ;
- justifier des rudiments d'une langue étrangère (anglais, allemand, italien) ;
- justifier d'une expérience en matière de gestion du personnel, de surveillance et de gardiennage de parking.

**Avis de recrutement n° 95-186 de deux gardiens de parking au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.**

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement de deux gardiens de parking au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.

La durée de l'engagement sera de trois ans, à compter du 14 et 18 décembre 1995, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 230/316.

La fonction afférente à l'emploi consiste notamment à assurer la surveillance des parkings, y compris la nuit, les dimanches et jours fériés.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 21 ans au moins et de 55 ans au plus ;
- être titulaire du permis de conduire de la catégorie "B" (véhicules de tourisme) ;
- justifier des rudiments d'une langue étrangère (anglais, allemand, italien) ;
- justifier d'une expérience en matière de gardiennage de parking.

**Avis de recrutement n° 95-187 d'un contrôleur de parking au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.**

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un contrôleur de parking au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.

La durée de l'engagement sera de trois ans, à compter du 14 décembre 1995, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 282/409.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 30 ans au moins et de 55 ans au plus ;
- être titulaire du permis de conduire de la catégorie "B" (véhicules de tourisme) ;
- posséder de très sérieuses connaissances dans la gestion et le fonctionnement des parkings au plan technique (connaissance des systèmes de surveillance électronique) et administratif (gestion de personnel et gestion comptable informatisée) ;
- justifier des rudiments d'une langue étrangère (anglais, allemand, italien).

**Avis de recrutement n° 95-188 d'un chef de centre au Centre de Contrôle des véhicules au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.**

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un chef de centre au Centre de Contrôle des véhicules au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 356/476.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 30 ans au moins et de 55 ans au plus ;
- posséder un diplôme de technicien ou justifier d'un niveau d'études équivalent à celui de ce diplôme ;
- être titulaire du permis de conduire des catégories "A", "E" et "C" ;
- justifier des rudiments d'une langue étrangère (anglais, allemand, italien) ;
- posséder une expérience professionnelle en matière de gestion d'un centre de contrôle technique de véhicules.

**Avis de recrutement n° 95-189 d'une sténodactylographe au Service des Travaux Publics.**

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'une sténodactylographe au Service des Travaux Publics.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 238/332.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 30 ans au moins ;
- justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans dans un service de l'Administration ;
- avoir une sérieuse pratique de l'utilisation des logiciels Word et Excel sous Windows.

**Avis de recrutement n° 95-190 d'un opérateur au Service de l'Urbanisme et de la Construction.**

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un opérateur au Service de l'Urbanisme et de la Construction (Centre de Régulation du Trafic).

La durée de l'engagement sera d'un an, la période d'essai étant de trois mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 250/362.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 21 ans au moins et de 35 ans au plus ;
- être titulaire du baccalauréat ou justifier d'un niveau d'études équivalent ou à défaut d'une formation pratique ;
- être apte à utiliser le matériel informatique ;

Une connaissance des équipements utilisés en matière de régulation routière serait appréciée.

### *Avis de recrutement n° 95-191 d'un(e) documentaliste au Centre d'Information de l'Éducation Nationale.*

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un(e) documentaliste au Centre d'Information de l'Éducation Nationale.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 313/537.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé(e) de 30 ans au plus ;
- être titulaire d'une maîtrise littéraire ou juridique ;
- avoir une expérience professionnelle dans un service administratif de documentation ;
- avoir de bonnes connaissances en informatique (utilisation de tableurs, bases de données, informatique documentaire, traitement de texte) ;
- avoir des connaissances en dactylographie ;
- être capable de traduire de la documentation spécialisée éditée en langue anglaise et italienne.

### *Avis de recrutement n° 95-192 d'un archiviste au Service des Travaux Publics.*

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un archiviste au Service des Travaux Publics.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 356/476.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 30 ans au moins ;
- être titulaire d'un baccalauréat ou niveau équivalent ;
- présenter de sérieuses références en matière de classement, archivage et documentation.

### **ENVOI DES DOSSIERS**

En ce qui concerne les avis de recrutement visés ci-dessus, les candidats devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte Postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de dix jours à compter de leur publication au "Journal de Monaco", un dossier comprenant :

- une demande sur papier libre accompagnée d'une photo d'identité,
- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,
- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,

- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

Les candidats retenus seront ceux présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

### **DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE**

Direction de l'Habitat - Service du Logement.

#### *Local vacant.*

Les personnes inscrites en qualité de protégées aux termes de la loi n° 1.118 du 18 juillet 1988 *modifiée*, relative aux conditions de location de certains locaux à usage d'habitation sont informées de la vacance de l'appartement suivant :

- 9, rue Malbousquet, rez-de-chaussée à gauche, composé de 1 pièce, cuisine, salle d'eau, w.c..

Le loyer mensuel est de 3.500 F.

Le délai d'affichage de cet appartement court du 20 septembre au 9 octobre 1995.

Les personnes protégées intéressées par cette offre de location devront notifier leur candidature au propriétaire ou à son représentant déclaré, pendant ce délai d'affichage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le même délai, elles doivent en aviser le Service du Logement.

### **DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR**

Direction de l'Action Sanitaire et Sociale.

#### *Tour de garde des médecins généralistes - 4<sup>ème</sup> trimestre 1995.*

##### *Octobre :*

1	Dimanche	Dr. LÉANDRI
8	Dimanche	Dr. TRIFILIO
15	Dimanche	Dr. ROUGE
22	Dimanche	Dr. DE SIGALDI
29	Dimanche	Dr. MARQUET

##### *Novembre :*

1	Mercredi (Toussaint)	Dr. LÉANDRI
5	Dimanche	Dr. ROUGE
12	Dimanche	Dr. TRIFILIO
19	Dimanche (Fête du Prince)	Dr. DE SIGALDI
20	Lundi (férié)	Dr. LÉANDRI
26	Dimanche	Dr. MARQUET

## Décembre :

3	Dimanche	Dr. DE SIGALDI
8	Vendredi (Imm. Conception)	Dr. TRIFILIO
10	Dimanche	Dr. TRIFILIO
17	Dimanche	Dr. MARQUET
24	Dimanche	Dr. ROUGE
25	Lundi (Noël)	Dr. ROUGE
31	Dimanche	Dr. LÉANDRI
1.1.96	Lundi (Jour de l'An)	Dr. TRIFILIO

N.B. : La garde débute le vendredi à 20 h pour s'achever le lundi matin à 7 h.

Tour de garde des pharmacies - 4<sup>ème</sup> trimestre 1995.

	Pharmacies
30 septembre - 7 octobre	PHARMACIE SAN CARLO 22, boulevard des Moulins
7 octobre - 14 octobre	PHARMACIE CAMPORA 4, boulevard des Moulins
14 octobre - 21 octobre	PHARMACIE INTERNATIONALE 22, rue Grimaldi
21 octobre - 28 octobre	PHARMACIE MÉDECIN 19, boulevard Albert I <sup>er</sup>
28 octobre - 4 novembre	PHARMACIE FRESLON 24, boulevard d'Italie
4 novembre - 11 novembre	PHARMACIE J.P.F. 1, rue Grimaldi
11 novembre - 18 novembre	PHARMACIE DE FONTVIEILLE 25, avenue Prince Héréditaire Albert
18 novembre - 25 novembre	PHARMACIE ROSSI 5, rue Plati
25 novembre - 2 décembre	BRITISH PHARMACY 2, boulevard d'Italie
2 décembre - 9 décembre	PHARMACIE GAZO 37, boulevard du Jardin Exotique
9 décembre - 16 décembre	PHARMACIE BUGIIN 27, boulevard des Moulins
16 décembre - 23 décembre	PHARMACIE DE L'ESCORIAL 31, avenue Hector Otto
23 décembre - 30 décembre	PHARMACIE DE LA COSTA 26, avenue de la Costa
30 décembre - 6 janvier	PHARMACIE CENTRALE 1, place d'Armes

N.B. : Durant les heures de garde nocturnes, il convient, en cas d'urgence, de se rendre préalablement au poste de police le plus proche.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES AFFAIRES SOCIALESCommuniqué n° 95-66 du 30 août 1995 relatif à la rémunération minimale du personnel de l'industrie pharmaceutique applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Il est porté à la connaissance des partenaires sociaux que dans la région économique voisine une nouvelle classification du personnel de l'industrie pharmaceutique a été établie. Cette classification est à la disposition des intéressés et peut être consultée au Service des Relations du Travail, 2, rue Princesse Antoinette. Parallèlement, les salaires minima de cette industrie, applicables en Principauté compte tenu des dispositions de la loi n° 739 du 16 mars 1963 sur le salaire, modifiée par la loi n° 1.068 du 28 décembre 1983, seront revalorisés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Cette revalorisation interviendra comme indiqué ci-après :

Au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 1996, les salaires minima mensuels, pour 169 heures, seront calculés à partir des éléments suivants :

GROUPES	POINTS	SALAIRES minima au (en francs)
1 A	0	6 363
1 B	3	6 495
1 C, 2 A	8	6 715
2 B	12	6 891
2 C, 3 A	23	7 375
3 B	28	7 595
3 C, 4 A	46	8 387
4 B	54	8 739
4 C, 5 A	77	9 751
5 B	88	10 235
5 C, 6 A	118	11 555
6 B	132	12 171
6 C	169	13 799
7 A	183	14 415
7 B	246	17 187
8 A	260	17 803
8 B	335	21 103
9 A	349	21 719
9 B	438	25 635
10	494	28 099
11	550	30 563

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel n° 63-131 du 21 mai 1963 fixant les taux minima des salaires, les rémunérations minimales doivent être majorées d'une indemnité exceptionnelle de 5% de leur montant. Cette indemnité ne donne pas lieu aux versements et aux retenues prévus au titre de la législation sociale et de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

DIRECTION  
DES SERVICES JUDICIAIRES

## Avis de recrutement d'un appariteur.

La Direction des Services Judiciaires fait connaître qu'un emploi temporaire d'appariteur est vacant au Palais de Justice.

La durée de l'engagement est fixée à un an, éventuellement renouvelable, dont les trois premiers mois constituent une période d'essai.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction est celle comprise entre les indices extrêmes 211/294 (emploi de catégorie C).

Les candidats à cet emploi devront satisfaire aux conditions ci-après :

-- être âgé de 25 ans au moins et 50 ans au plus à la date de la publication du présent avis au "Journal de Monaco" ;

Ils devront être capables :

-- d'assurer le service du courrier et de la photocopie des pièces administratives ;

-- de se livrer à des menus travaux d'ordre administratif ;

-- de renseigner le public sur les différents services du Palais de Justice, ainsi que sur les personnes qui en ont la charge et, éventuellement, de l'y conduire ;

-- de la surveillance des installations thermiques en vue d'informer les services compétents de toute anomalie ou défaillance ainsi que leurs besoins en alimentation.

L'attention des candidats est par ailleurs appelée sur le fait que les travaux de nettoyage des locaux comptent parmi les tâches à remplir.

Les candidats doivent adresser à la Direction des Services Judiciaires, B.P. n° 513 - MC 98015 Monaco Cedex, dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au "Journal de Monaco", un dossier comprenant les pièces suivantes :

-- une demande sur papier libre accompagnée d'une photo d'identité ;

-- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état-civil ;

-- une copie certifiée conforme des références éventuellement présentées ;

-- un extrait du casier judiciaire ;

-- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

La personne retenue sera celle présentant les références les plus élevées, sous réserve de la priorité d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

## MAIRIE

### Avis de vacance d'emploi n° 95-132.

Le Secrétaire général de la Mairie, Directeur du personnel des services municipaux, fait connaître qu'un emploi d'Educatrice de Jeunes Enfants est vacant à la Halte-Garderie Municipale jusqu'au 20 janvier 1996.

Les candidates à cet emploi devront :

-- être âgé de plus de 21 ans ;

-- être titulaire du Diplôme d'Etat d'Educatrice de Jeunes Enfants.

Les personnes intéressées devront adresser, au Secrétariat Général de la Mairie, dans les huit jours de cette publication, un dossier comprenant les pièces ci-après énumérées :

-- une demande sur papier timbré ;

-- deux extraits de l'acte de naissance ;

-- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque) ;

-- un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois de date.

Conformément à la loi, la priorité d'emploi sera réservée aux candidats de nationalité monégasque.

## INFORMATIONS

### La Semaine en Principauté

#### Manifestations et spectacles divers

##### Salle des Variétés

samedi 30 septembre, à 20 h 30,  
et dimanche 1<sup>er</sup> octobre, à 14 h 15,  
Représentation théâtrale de "Jazz" de Marcel Pagnol

jeudi 5 octobre, à 18 h 15,

Conférence présentée par l'Association Monégasque pour la Connaissance des Arts sur le thème : "De l'Œil à l'Esprit, la conquête des apparences en Italie : Florence, Venise 1400-1600, la quête de l'absolu" par Serge Legat.

samedi 7 octobre, à 20 h 30,

Conférence-débat avec projection de diapositives, par Jean-Michel Guyot, sur le thème "L'Égypte Secrète" organisée par l'Association Monoecis-Amore.

##### Centre de Congrès Auditorium

dimanche 1<sup>er</sup> octobre, à 17 h 30,

Concert symphonique par l'Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo sous la direction de James DePreist  
soliste : Radu Lupu, pianiste

dimanche 8 octobre, à 17 h 30,

Concert symphonique par l'Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo sous la direction de James DePreist  
soliste : Elmar Oliveira, pianiste

##### Théâtre Princesse Grace

du 4 au 7 octobre, à 21 h,

dimanche 8 octobre, à 15 h,

"Rendez-vous" de Neil Simon, avec Georges Beller, Valérie Mairesse, Delphine Rich, Isabelle Petit-Jacques

##### Espace Fontvieille

du 7 au 15 octobre,

7<sup>ème</sup> Foire Internationale de Monaco (FICOMIAS)

##### Hôtel Hermitage

du 6 au 8 octobre, à partir de 11 h,

2<sup>ème</sup> Salon de la Haute Fidélité Audio-Vidéo de Monaco

##### Hôtel de Paris - Bar américain

tous les soirs, à partir de 22 h,

piano-bar avec Enrico Ausano

##### Hôtel Hermitage - Bar terrasse

tous les soirs, à partir de 19 h 30,

piano-bar avec Mauro Pagnanelli

*Hôtel Loews - Le Folie Russe*

tous les soirs, sauf le lundi,  
Dîner spectacle : *Tutti Frutti Folies*  
Dîner à 20 h,  
Spectacle à 22 h 20

*Port de Fontvieille*

tous les samedis, de 9 h 30 à 17 h 30,  
Foire à la brocante

**Expositions***Centre Commercial Le Métropole*

jusqu'au 30 septembre,  
"Monaco expose ses industries"

*Maison de l'Amérique Latine de Monaco*

jusqu'au 30 septembre,  
Exposition des Oeuvres de l'Artiste-Peintre : *Jean-Baptiste Valadie*  
du 4 au 20 octobre,  
Exposition des Oeuvres de l'Artiste-Peintre guatémaltèque : *Ramon Banus*

*Jardins et Atrium du Casino*

jusqu'au samedi 30 septembre,  
V<sup>e</sup> Biennale de Sculpture Contemporaine

*Musée National de Monaco*

jusqu'au samedi 30 septembre,  
Exposition "Les mystères de l'ours"

*Salle du Canyon, Espace Polyvalent,*

jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre,  
Exposition-spectacle *Marcel Pagnol*

*Musée Océanographique*

Expositions permanentes :

*Découverte de l'océan**Baleines et dauphins de Méditerranée**Structures intimes des biominéraux**Art de la nacre, coquillages sacrés*

jusqu'au 30 septembre,

Salle dite "de l'ours" : exposition : *il y a des millions d'années ... les poissons*

**Congrès***Hôtel Beach Plaza*

du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre,  
Réunion Pro-Ed Communications

*Hôtel de Paris*

jusqu'au 30 septembre,  
Réunion Vendimia

du 3 au 5 octobre,  
Groupe Gulliver

du 5 au 8 octobre,  
Réunion Monroe Europe

du 6 au 8 octobre,  
M.S.O.

du 7 au 10 octobre,  
Kyobashi Okidenki TV

*Hôtel Hermitage*

du 30 septembre au 2 octobre,  
Incentive Ace Air  
Incentive Braas Allemagne  
du 6 au 8 octobre,  
Espaces verts

*Hôtel Loews*

jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre,  
Réunion Schering Plough

jusqu'au 4 octobre,  
Réunion Magnetek

du 5 au 8 octobre,  
Antimicrobial Symposium

*Hôtel Métropole*

du 1<sup>er</sup> au 6 octobre,  
Réunion Landmark

*Centre de Rencontres Internationales*

jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre,  
Séminaire des Cétacés

*Société des Bains de Mer*

du 2 au 6 octobre,  
Réunion Ticino

*Centre de Congrès Auditorium*

du 2 au 20 octobre,  
Convention Peugeot

**Manifestations sportives***Monte-Carlo Golf Club*

dimanche 1<sup>er</sup> octobre,  
Coupe Ira Senz - Stableford  
dimanche 8 octobre,  
Les Prix Tina - Stableford (R)

*Stade Louis II*

samedi 30 septembre, à 20 h,  
Championnat de France  
Monaco - Guingamp

*Quai Albert 1<sup>er</sup>*

samedi 30 septembre,  
Cyclisme : départ de deux courses de côte  
dimanche 1<sup>er</sup> octobre,  
Critérium cycliste

du 6 au 8 octobre,

"1<sup>er</sup> Monaco Kart Cup" : Course internationale CIK/FIA,  
organisée par l'Automobile Club de Monaco  
et le Kart Club de Monaco.

*Baie de Monaco*

samedi 7 octobre,  
VI<sup>e</sup> Monte-Carlo Game Fish Tournament.

\*  
\* \*



## INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES

### GREFFE GENERAL

#### EXTRAIT

Par ordonnance en date de ce jour, M. Jean-François LANDWERLIN, Président du Tribunal de Première Instance, Juge-Commissaire de la liquidation des biens de la S.C.S. "AITA CARDI & CIE", de Luciana AITA et Jean-Pierre CARDI, a autorisé le syndic de ladite liquidation des biens, à procéder au règlement d'un dividende de 7,42 % aux créanciers chirographaires inscrits et admis au passif de ladite liquidation des biens.

Monaco, le 26 septembre 1995.

*Le Greffier en Chef,*  
Antoine MONTECUCCO.

Etude de M<sup>e</sup> Paul-Louis AUREGLIA

Notaire

4, boulevard des Moulins - Monte-Carlo

### DONATION DE PARTS SOCIALES

Aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, le 29 mai 1995, M. Giuseppe BOCCOLINI, industriel, demeurant à Monte-Carlo, 19, avenue des Spélugues, a donné sur les parts lui appartenant dans la société en commandite simple dénommée "BOCCOLINI ET Cie" et dont le nom commercial est "INTERNATIONAL COMMERCE S.C.S.", en abrégé "INTERCOM" avec siège à Monte-Carlo, 7/9, avenue de Grande-Bretagne :

- à son épouse M<sup>me</sup> Fedora PALLANCH ou PALLANK, DIX PARTS (10) sociales de MILLE FRANCS (1.000 F) chacune.

- à sa fille M<sup>me</sup> Lidia BOCCOLINI, épouse VALLE demeurant à Monte-Carlo, 9, avenue de Grande-Bretagne, TRENTE PARTS (30) sociales de MILLE FRANCS (1.000 F) chacune.

- et à son fils M. Alessandro BOCCOLINI, demeurant également 9, avenue de Grande-Bretagne, SOIXANTE-HUIT PARTS (68) sociales de MILLE FRANCS (1.000 F) chacune.

En suite de cette donation les 200 PARTS de 1.000 Francs chacune, formant le capital social de 200.000 Francs, se trouvent réparties, savoir :

1° - à concurrence de 72 parts à M. BOCCOLINI, gérant commandité ;

2° - à concurrence de 30 parts à M<sup>me</sup> Fedora BOCCOLINI, associée commanditaire ;

3° - à concurrence de 30 parts à M<sup>me</sup> VALLE, née BOCCOLINI, associée commanditaire ;

4° - et à concurrence de 68 parts à M. Alessandro BOCCOLINI, associé commanditaire.

Une expédition dudit acte a été déposée au Greffe des Tribunaux de la Principauté, le 26 septembre 1995.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : P.-L. AUREGLIA.

Etude de M<sup>e</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

### CONTRAT DE GERANCE LIBRE

#### Première Insertion

Aux termes d'un acte reçu le 14 juin 1995 par le notaire soussigné, la "S.C.S. JEAN DANIEL FORTI & Cie", au capital de 200.000 Francs, ayant son siège 9, rue des Açores, à Monaco-Condamine, a concédé en gérance libre, pour une durée d'une année, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995, à la société anonyme monégasque dénommée "PAGNUSSAT CHANDET & Cie", au capital de 2.500.000 Francs, ayant son siège "Le Continental", Place des Moulins, à Monte-Carlo, un fonds de commerce de garage d'automobiles, achat et vente de véhicules neufs et d'occasion, etc... exploité 9, rue des Açores à Monaco-Condamine, connu sous le nom de "GARAGE PARI-SIEN".

Oppositions, s'il y a lieu, au domicile de la société bailleresse, dans les dix jours de la deuxième insertion.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

Etude de M<sup>e</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE

### Première Insertion

Aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, le 23 mai 1995, réitéré aux termes d'un acte reçu par ledit notaire, le 20 septembre 1995.

M. Nino VARUTTI, demeurant 9, rue Bel Respiro, à Monte-Carlo, a cédé, à M. Celestino BERTOLONI, demeurant 16 bis, rue Bel Respiro, à Monte-Carlo, un fonds de commerce de bar de nuit avec musique, exploité dans l'immeuble "Résidence Les Acanthes", Rue du Portier, à Monte-Carlo, connu sous le nom de "LE NOROC".

Oppositions, s'il y a lieu, en l'Etude du notaire soussigné, dans les dix jours de la deuxième insertion.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

Etude de M<sup>e</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

## "OMNIUM MONEGASQUE DE COMMERCE GENERAL"

(Société Anonyme Monégasque)

### AUGMENTATION DE CAPITAL MODIFICATIONS AUX STATUTS

I. - Aux termes de deux délibérations prises, au siège social, les 20 décembre 1993 et 6 mai 1994, les actionnaires de la société anonyme monégasque dénommée "OMNIUM MONEGASQUE DE COMMERCE GENERAL", réunis en assemblée générale extraordinaire ont décidé, entre autres résolutions, sous réserve des autorisations gouvernementales :

a) D'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS pour le porter de UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS à QUATRE MILLIONS CINQUANTE MILLE FRANCS par incorporation directe d'une somme de DEUX MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS prélevée sur le compte "Report des exercices antérieurs".

Cette augmentation de capital est réalisée par élévation de la valeur nominale des MILLE CINQ CENTS ACTIONS de MILLE FRANCS à DEUX MILLE SEPT CENTS FRANCS chacune.

b) De modifier, en conséquence, l'article 6 (capital social) des statuts.

c) De transférer le siège social du 21, boulevard Princesse Charlotte, à Monte-Carlo, au 5, rue du Gabian, à Monaco, à compter du 15 juillet 1994.

d) De modifier, en conséquence, l'article 2 (siège social) des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

### "ARTICLE 2"

"Le siège social est fixé au n° 5, rue du Gabian, à Monaco".

II. - Les résolutions prises par les assemblées générales extraordinaires des 20 décembre 1993 et 6 mai 1994, ont été approuvées et autorisées par arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 24 février 1995, publié au "Journal de Monaco" le 3 mars 1995.

III. - A la suite de cette approbation, un original de chacun des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires susvisées des 20 décembre 1993 et 6 mai 1994 et une ampliation de l'arrêté ministériel d'autorisation, précité, du 24 février 1995, ont été déposés, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du 20 septembre 1995.

IV. - Par acte dressé également, le 20 septembre 1995, le conseil d'Administration a :

- déclaré, qu'en application des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire, sus-visée, du 20 décembre 1993 approuvées par l'arrêté ministériel du 24 février 1995, il a été incorporé au compte "Capital social" par prélèvement sur le "Report à nouveau", la somme de DEUX MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS,

ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par MM. André GARINO et Roland MELAN, commissaires aux comptes de la société,

— constaté, qu'à la suite de la réalisation de l'augmentation du capital en cours, le capital sera porté de UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS à QUATRE MILLIONS CINQUANTE MILLE FRANCS, par élévation de MILLE SEPT CENTS FRANCS de la valeur nominale des MILLE CINQ CENTS actions existantes qui sera portée de la somme de MILLE FRANCS à celle de DEUX MILLE SEPT CENTS FRANCS.

La justification de l'élévation de la valeur nominale des actions de la somme de MILLE FRANCS à celle de DEUX MILLE SEPT CENTS FRANCS sera constatée soit au moyen de l'impression de nouveaux titres, soit au moyen de l'apposition d'une griffe sur les actions ou certificats d'actions.

V. - Par délibération prise, le 20 septembre 1995, les actionnaires de la société, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont :

— Reconnu sincère et exacte la déclaration faite par le Conseil d'Administration pardevant M<sup>r</sup> Rey, notaire de la société, relativement à l'augmentation de capital destinée à porter ce dernier à la somme de QUATRE MILLIONS CINQUANTE MILLE FRANCS.

— Constaté que l'augmentation du capital social de la somme de UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS à celle de QUATRE MILLIONS CINQUANTE MILLE FRANCS se trouve définitivement réalisée.

Le capital se trouvant ainsi porté à la somme de QUATRE MILLIONS CINQUANTE MILLE FRANCS, il y a lieu de procéder à la modification de l'article 6 (capital social) des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

#### "ARTICLE 6"

"Le capital social est fixé à QUATRE MILLIONS CINQUANTE MILLE FRANCS, divisé en MILLE CINQ CENTS actions de DEUX MILLE SEPT CENTS FRANCS chacune, entièrement libérées".

VI. - Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, susvisée, du 20 septembre 1995 a été déposée avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du même jour (20 septembre 1995).

VII. - Les expéditions de chacun des actes précités, du 20 septembre 1995, ont été déposées avec les pièces annexes au Greffe général de la Cour d'Appel et des Tribunaux de la Principauté de Monaco, le 29 septembre 1995.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

Etude de M<sup>r</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

## "L'INTERMEDIAIRE OUTRE-MER"

en abrégé

## "INTEROM"

(Société Anonyme Monégasque)

### AUGMENTATION DE CAPITAL MODIFICATIONS AUX STATUTS

I. - Aux termes d'une délibération prise, au siège social, le 22 décembre 1994, les actionnaires de la société anonyme monégasque dénommée "L'INTERMEDIAIRE OUTRE-MER", en abrégé "INTEROM", réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé, à l'unanimité, sous réserve des autorisations gouvernementales :

a) De modifier l'article 2 (siège social) des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

#### "ARTICLE 2"

"Le siège de la société sera fixé à Monaco. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la Principauté sur simple décision du Conseil d'Administration, après agrément du nouveau siège par le Gouvernement Princier".

b) D'augmenter le capital social pour le porter de la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS à la somme de DEUX MILLIONS DE FRANCS, par création de DIX NEUF MILLE CINQ CENTS ACTIONS nouvelles de CENT FRANCS chacune, de valeur nominale, numérotées de CINQ CENT UN à VINGT MILLE et, en conséquence de modifier l'article 4 (Capital social) des statuts.

c) De modifier l'article 12 (nomination des Commissaires aux Comptes) des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

#### "ARTICLE 12"

"L'assemblée générale nomme deux Commissaires aux Comptes qui exercent leur mission de contrôle conformément à la loi n° 408 du 20 janvier 1945".

II. - Les résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 1994, ont été approuvées et autorisées par arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 3 juillet 1995, publié au "Journal de Monaco" du 7 juillet 1995.

III. - A la suite de cette approbation, un original du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, sus-

visée, du 22 décembre 1994 et une ampliation de l'arrêté Ministériel d'autorisation, précité, du 3 juillet 1995, ont été déposés, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du 12 septembre 1995.

IV. - Par acte dressé également, le 12 septembre 1995, le conseil d'Administration a :

- pris acte de la renonciation des actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription telle qu'elle résulte des déclarations sous signatures privées qui sont demeurées annexées à l'acte de déclaration ;

- déclaré que les DIX NEUF MILLE CINQ CENTS actions nouvelles de CENT FRANCS chacune de valeur nominale, représentant l'augmentation du capital social décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 1994 ont été entièrement souscrites par une personne physique, par prélèvement sur son compte courant créditeur de la somme de UN MILLION NEUF CENT CINQUANTE MILLE FRANCS, ainsi qu'il résulte de l'état et de l'attestation délivrée par MM. Claude TORALIS et Jean-Paul SAMBA, annexés à la déclaration ;

- décidé :

Qu'il sera procédé soit à l'impression matérielle des actions nouvelles pour en permettre l'attribution à l'actionnaire dans les délais légaux, soit à l'établissement des certificats nominatifs d'actions intitulés au nom du propriétaire ;

Que les actions nouvellement créées et libérées auront jouissance à compter du 12 septembre 1995 et qu'elles seront soumises à toutes les obligations résultant des statuts de la société à l'instar des actions anciennes.

V. - Par délibération prise, le 12 septembre 1995, les actionnaires de la société réunis en assemblée générale extraordinaire, ont :

- Reconnu sincère et exacte la déclaration faite par le Conseil d'Administration pardevant Maître Rey, notaire de la société, relativement à l'augmentation de capital destinée à porter ce dernier de la somme de DEUX MILLIONS DE FRANCS.

- Constaté que l'augmentation du capital social de la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS à celle de DEUX MILLIONS DE FRANCS se trouve définitivement réalisée.

Le capital se trouvant ainsi porté à la somme de DEUX MILLIONS DE FRANCS, il y a lieu de procéder à la modification de l'article 4 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

#### "ARTICLE 4"

"Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS DE FRANCS divisé en VINGT MILLE ACTIONS de CENT FRANCS chacune de valeur nominale".

VI. - Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, sus-visée, du 12 septembre 1995 a été déposé, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du même jour (12 septembre 1995).

VII. - Les expéditions de chacun des actes précités, du 12 septembre 1995, ont été déposées avec les pièces annexes au Greffe Général de la Cour d'Appel et des Tribunaux de la Principauté de Monaco, le 27 septembre 1995.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

Etude de M<sup>e</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

### "GLOBO MONTE-CARLO"

(Société Anonyme Monégasque)

Nouvelle dénomination :

### "TVI MONTE-CARLO"

#### AUGMENTATION DE CAPITAL MODIFICATIONS AUX STATUTS

I. - Dans le cadre des décisions prises par le Conseil d'Administration, le 28 février 1995, les actionnaires de la société anonyme monégasque dénommée "GLOBO MONTE-CARLO", réunis en assemblée générale extraordinaire le 31 mars 1995, ont décidé, à l'unanimité, sous réserve des autorisations gouvernementales :

a) D'augmenter le capital social de CINQ CENT MILLE FRANCS pour le porter de CINQ CENT MILLE FRANCS à UN MILLION DE FRANCS par la création de CINQ CENTS ACTIONS nouvelles de MILLE FRANCS chacune à libérer intégralement lors de la souscription en numéraire, numérotées de CINQ CENT UN à MILLE.

Les actions nouvellement émises seront libérées intégralement en numéraire par le souscripteur.

Les actions nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Cette augmentation sera réservée à une personne morale au profit de laquelle les autres actionnaires déclarent d'ores et déjà renoncer expressément à leur droit préférentiel de souscription.

b) De modifier, en conséquence, l'article 5 (Capital social) des statuts.

c) De modifier la dénomination de la société qui sera désormais la suivante "TVI MONTE-CARLO".

d) De modifier, en conséquence, l'article premier (Dénomination sociale) des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

#### "ARTICLE PREMIER"

"Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et celles qui pourront l'être par la suite, une société anonyme monégasque qui sera régie par les lois de la Principauté de Monaco et les présents statuts.

"Cette société prend la dénomination de "TVI MONTE-CARLO".

II. - Les résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 1995, ont été approuvées et autorisées par arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 13 juillet 1995, publié au "Journal de Monaco" du 21 juillet 1995.

III. - A la suite de cette approbation, un original du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, sus-visée, du 31 mars 1995 et une ampliation de l'arrêté ministériel d'autorisation, précité, du 13 juillet 1995, ont été déposés, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du 15 septembre 1995.

IV. - Par acte dressé également, le 15 septembre 1995, le Conseil d'Administration a pris acte de la renonciation par les autres actionnaires, à leur droit de souscription.

- Déclaré que les CINQ CENTS actions nouvelles, de MILLE FRANCS chacune, de valeur nominale, représentant l'augmentation du capital social décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 1995, ont été entièrement souscrites par une personne morale ;

Et qu'il a été versé, en espèces, par la société souscriptrice, somme égale au montant des actions par elle souscrites, soit au total, une somme de CINQ CENT MILLE FRANCS, ainsi qu'il résulte de l'état annexé à la déclaration.

- Décidé :

Qu'il sera procédé soit à l'impression matérielle des actions nouvelles pour en permettre l'attribution à la société actionnaire dans les délais légaux, soit à l'établissement des certificats nominatifs d'actions intitulés au nom de la société propriétaire.

Que les actions nouvelles créées auront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 et qu'elles seront soumises à toutes les obligations résultant des statuts de la société à l'instar des actions anciennes.

V. - Par délibération prise, le 15 septembre 1995, les actionnaires de la société, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont :

- Reconnu sincère et exacte la déclaration faite par le Conseil d'Administration de la souscription des CINQ CENTS actions nouvelles et du versement par la société souscriptrice dans la caisse sociale, du montant de sa souscription, soit une somme de CINQ CENT MILLE FRANCS.

- Constaté que l'augmentation du capital social de la somme de CINQ CENT MILLE FRANCS à celle d'UN MILLION DE FRANCS se trouve définitivement réalisée.

Le capital se trouvant ainsi porté à la somme d'UN MILLION DE FRANCS, il y a lieu de procéder à la modification de l'article 5 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

#### "ARTICLE 5"

"Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS, divisé en MILLE actions de MILLE FRANCS chacune de valeur nominale".

VI. - Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, sus-visée, du 15 septembre 1995 a été déposé, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du même jour (15 septembre 1995).

VII. - Les expéditions de chacun des actes précités, du 15 septembre 1995, ont été déposées avec les pièces annexes au Greffe Général de la Cour d'Appel et des Tribunaux de la Principauté de Monaco, le 29 septembre 1995.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

Etude de M<sup>e</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

### SOCIETE EN NOM COLLECTIF "S.N.C. DEMACHY WORMS ET CIE FINANCE, DELAUZUN ET FINANCIERE WORMS ET CIE S.A."

#### AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termes d'un acte en brevet reçu par M<sup>e</sup> Jean-Charles Rey, alors notaire à Monaco, prédécesseur immédiat du notaire soussigné, le 26 mai 1994, déposé au rang des minutes de M<sup>e</sup> Henry Rey, notaire soussigné le 18 sep-

tembre 1995 après approbation par le Gouvernement Princier suivant arrêté en date du 3 juillet 1995.

M. Michel DELAUZUN, domicilié 6, Lacets Saint Léon, à Monte-Carlo.

La société anonyme suisse dénommée "FINANCIERE WORMS ET CIE S.A." avec siège 13, route de Florissant, à Genève (Suisse).

La société en commandite par actions françaises dénommée "DEMACHY WORMS ET CIE FINANCE", avec siège 55, rue La Boétie à Paris (8<sup>ème</sup>) ;

seuls associés de la société en nom collectif dénommée "S.N.C. DEMACHY WORMS ET CIE FINANCE, DELAUZUN ET FINANCIERE WORMS ET CIE S.A.", au capital de 100.000 Frs, avec siège social "Eden Star", 32-34, Quai des Sanbarbani, à Monaco-Condamine, ont, notamment, décidé d'augmenter le capital de ladite société de la somme de 100.000 Frs à celle de 1.000.000 de Frs par élévation de la valeur nominale de chaque part de CINQ CENTS FRANCS à CINQ MILLE FRANCS.

Le nombre de parts restant inchangé à DEUX CENTS, la valeur nominale de chacune d'elles étant portée à la somme de 5.000 Frs.

A la suite de ladite augmentation le capital de ladite société se trouve divisé en 200 parts de 5.000 Frs chacune de valeur nominale, réparties entre les associés, savoir :

— à M. DELAUZUN, à concurrence de 100 parts, numérotées de 1 à 49 et de 99 à 149 ;

— à la société en commandite par actions dénommée "DEMACHY WORMS ET CIE FINANCE", à concurrence de 70 parts, numérotées de 50 à 98 et de 150 à 170 ;

— et à la société anonyme suisse dénommée "FINANCIERE WORMS ET CIE S.A.", à concurrence de 30 parts, numérotées de 171 à 200.

Un extrait dudit acte a été déposé au Greffe Général des Tribunaux de Monaco, pour y être affiché conformément à la loi, le 29 septembre 1995.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

Etude de M<sup>r</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

## "SOCIETE DE GESTION PRIVEE"

Société Anonyme Monégasque

*Publication prescrite par l'ordonnance-loi numéro 340 du 11 mars 1942 et par l'article 3 de l'arrêté de S.E.M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 3 juillet 1995.*

I. - Aux termes d'un acte reçu, en brevet, le 26 mai 1994, par M<sup>r</sup> Jean-Charles Rey, Docteur en Droit, alors Notaire à Monaco, il a été établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme monégasque.

### STATUTS

#### ARTICLE PREMIER

La société en nom collectif existant entre les associés sous la raison sociale "S.N.C. DEMACHY WORMS ET CIE FINANCE, DELAUZUN ET FINANCIERE WORMS ET CIE S.A." sera transformée en société anonyme à compter de sa constitution définitive.

Cette société continuera d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement sous le nom de "SOCIETE DE GESTION PRIVEE" et elle sera régie par les lois en vigueur sur les sociétés anonymes et par les présents statuts.

#### ART. 2

Le siège de la société est fixé à Monaco.

Il pourra être transféré en tout endroit de la Principauté sur simple décision du Conseil d'Administration, après agrément du nouveau siège par le Gouvernement Princier.

#### ART. 3.

La société a pour objet tant à Monaco qu'à l'étranger :

La mise à disposition, pour la clientèle privée et pour les institutions de moyenne dimension, d'un service personnalisé de gestion de patrimoines mobiliers.

Et généralement, toutes opérations mobilières et immobilières se rattachant directement à l'objet social ci-dessus.

#### ART. 4.

La société aura une durée expirant le vingt-quatre octobre deux mil trente-cinq.

#### ART. 5.

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 F), divisé en DEUX CENTS

(200) actions de CINQ MILLE FRANCS (5.000 F) chacune de valeur nominale, toutes à souscrire en numéraire et à libérer intégralement à la souscription.

#### ART. 6.

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles doivent être créées matériellement dans les trois mois de la constitution définitive de la société.

Les titres provisoires ou définitifs d'actions, sont extraits d'un registre à souches, numérotés, frappés du timbre de la société et munis de la signature de deux administrateurs, l'une de ces deux signatures pouvant être imprimée ou apposée au moyen d'une griffe. Outre l'immatricule, ils mentionnent le nombre d'actions qu'ils représentent.

La propriété des actions nominatives est établie par une inscription sur les registres de la société.

Leur transmission s'opère en vertu d'un transfert inscrit sur lesdits registres. Ce transfert est signé par le cédant et le cessionnaire ou leur fondé de pouvoir respectif.

#### *Restriction au transfert des actions*

a) Les actions sont librement transmissibles ou cessibles entre actionnaires.

b) Elles ne peuvent être cédées à des personnes physiques ou morales, n'ayant pas la qualité d'actionnaires, qu'autant que ces personnes ont été préalablement agréées par une assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement ou, à défaut, l'unanimité des actionnaires consultés par écrit qui n'ont, en aucun cas, à faire connaître les motifs de leur agrément ou de leur refus.

A cet effet, tout actionnaire qui veut vendre tout ou partie de ses actions à une personne qui n'est pas déjà actionnaire, doit en informer le Président du Conseil d'Administration par lettre recommandée contenant l'indication du nombre d'actions à céder, des nom, prénoms, profession et domicile, ou la dénomination et le siège de l'acquéreur proposé, ainsi que du prix et du mode de paiement du prix de la cession.

Il doit, en outre, joindre à sa lettre le certificat d'inscription des actions à transmettre et un bordereau de transfert, pour permettre le cas échéant, à une assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement ou, à défaut aux actionnaires consultés par écrit, de régulariser la cession en cas de préemption ou de désignation par eux du cessionnaire.

L'assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement ou, à défaut, l'unanimité des actionnaires consultés par écrit doivent faire connaître, dans le délai d'un mois à compter de la réception de la lettre, s'ils agrément ou non l'acquéreur proposé.

Si l'acquéreur proposé n'est pas agréé, l'actionnaire ayant fait part de son intention de vendre pourra revenir sur cette décision et conserver ses actions. Il doit faire

connaître sa détermination au Président du Conseil d'Administration dans les quinze jours qui suivent la signification à lui faite du refus d'agrément.

Dans le cas où l'actionnaire persisterait dans son intention de céder toute ou partie de ses actions, l'assemblée générale ordinaire, convoquée extraordinairement ou, à défaut, l'unanimité des actionnaires consultés par écrit auront le droit de faire acquérir tout ou partie desdites actions par les personnes ou sociétés qu'il désigneront et, ce, moyennant un prix qui, sauf entente entre les intéressés, sera déterminé par deux experts nommés, l'un par le cédant et l'autre par le Président du Conseil d'Administration, étant entendu que ces experts, s'il y a lieu, s'en adjoindront un troisième qui statuera en dernier ressort et qu'en cas de refus par l'une des parties de désigner son expert, ou si les experts désignés ne peuvent s'entendre pour la désignation d'un troisième expert, il sera procédé à cette ou ces désignations par M. le Président du Tribunal de Première Instance de Monaco, à la requête de la partie la plus diligente.

Faute par l'assemblée générale ordinaire, convoquée extraordinairement ou, à défaut, l'unanimité des actionnaires consultés par écrit, d'avoir usé de cette faculté dans le délai d'un mois, la totalité des actions à céder sera transférée au profit du cessionnaire présenté par le cédant dans sa déclaration.

c) Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cession, mêmes aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions entre vifs par voie de donation et aux mutations par décès.

Les adjudicataires, ainsi que les héritiers et légataires, doivent, dans les trois mois de l'adjudication ou du décès, informer la société par lettre recommandée de la transmission opérée à leur profit. De même, en cas de donation, le donateur doit notifier son intention au Conseil d'Administration par lettre recommandée, avec indication des nom, prénoms, qualité et domicile du donataire éventuel, ainsi que du nombre d'actions sur lequel porterait la donation.

Une assemblée générale ordinaire, convoquée extraordinairement, ou à défaut, les actionnaires consultés par écrit, sont alors tenus, dans le délai indiqué au quatrième alinéa du b) ci-dessus, de statuer sur l'agrément ou le refus d'agrément du bénéficiaire de la transmission d'actions.

A défaut d'agrément, les adjudicataires, héritiers et légataires, ainsi que le donataire, si le donateur ne renonce pas à son projet de donation, sont soumis au droit de préemption des personnes ou sociétés désignées par une assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement, ou, à défaut, les associés consultés par écrit, de la manière, dans les conditions de délais et moyennant un prix fixé ainsi qu'il est dit au sixième alinéa du b) ci-dessus, ce prix étant toutefois, en cas d'adjudication, celui auquel cette adjudication aura été prononcée.

S'il n'a pas été usé du droit de préemption, ou si l'exercice de ce droit n'a pas absorbé la totalité des actions faisant l'objet de la mutation, les adjudicataires, donataires, héritiers et légataires, bien que non agréés, demeureront définitivement propriétaires des actions à eux transmises.

d) Dans les divers cas ci-dessus prévus, le transfert des actions au nom du ou des cessionnaires pourra être régularisé d'office par le Conseil d'Administration, sans qu'il soit besoin de la signature du cédant.

#### ART. 7.

La possession d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et soumission aux décisions régulières du Conseil d'Administration et des assemblées générales. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social et elle participe aux bénéfices sociaux dans la proportion indiquée ci-après.

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Tous les copropriétaires indivis d'une action ou tous les ayants-droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

#### ART. 8.

La société est administrée par un Conseil composé de deux membres au moins et de cinq au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale.

#### ART. 9.

Les administrateurs doivent être propriétaires chacun de une action.

#### ART. 10.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années.

Le premier Conseil restera en fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira pour statuer sur les comptes du troisième exercice et qui renouvellera le Conseil en entier pour une nouvelle période de trois années.

Il en sera de même ultérieurement.

Tout membre sortant est rééligible.

#### ART. 11.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations relatives à son objet.

Le Conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il jugera convenables à un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour l'administration courante de la société et pour l'exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Tous les actes engageant la société autorisés par le Conseil, ainsi que le retrait des fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, avals, acceptations, endos ou acquits d'effets de commerce, doivent porter la signature de deux administrateurs, dont celle du Président du Conseil d'Administration, à moins d'une délégation de pouvoirs par le Conseil d'Administration à un administrateur, un directeur ou tout autre mandataire.

#### ART. 12.

L'assemblée générale nomme deux Commissaires aux Comptes, conformément à la loi numéro 408 du 20 janvier 1945.

#### ART. 13.

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale dans les six mois qui suivent la date de la clôture de l'exercice, par avis inséré dans le "Journal de Monaco", quinze jours avant la tenue de l'assemblée.

Dans le cas où il est nécessaire de modifier les statuts, l'assemblée générale extraordinaire sera convoquée de la même façon et au délai de quinze jours au moins.

Dans le cas où toutes les actions sont représentées, toutes assemblées générales peuvent avoir lieu sans convocation préalable.

#### ART. 14.

Les décisions des assemblées sont consignées sur un registre spécial, signé par les membres du bureau.

#### ART. 15.

Il n'est pas dérogé au droit commun pour toutes les questions touchant la composition, la tenue et les pouvoirs des assemblées.

#### ART. 16.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra la période écoulée du jour de la constitution définitive de la société jusqu'au 31 décembre 1994.

#### ART. 17.

Tous produits annuels, réalisés par la société, déduction faite des frais d'exploitation, des frais généraux ou d'administration, y compris tous amortissements normaux de l'actif et toutes provisions pour risques commerciaux constituent le bénéfice net.

Ce bénéfice est ainsi réparti :

cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve ordi-



naire qui cessera d'être obligatoire lorsqu'il aura atteint une somme égale au dixième du capital social ;

le solde à la disposition de l'assemblée générale, laquelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, pourra l'affecter, soit à l'attribution d'un tantième aux administrateurs, d'un dividende aux actions, soit à la constitution d'un fonds d'amortissement supplémentaire ou de réserves spéciales, soit le reporter à nouveau, en totalité ou en partie.

#### ART. 18.

En cas de perte des trois/quarts du capital social, les administrateurs ou, à défaut, les Commissaires aux comptes, sont tenus de provoquer la réunion d'une assemblée générale extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu de dissoudre la société.

La décision de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

#### ART. 19.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition du Conseil d'Administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs, mais la société conserve sa personnalité durant tout le cours de sa liquidation.

Spécialement, l'assemblée générale régulièrement constituée conserve, pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la société et elle confère notamment aux liquidateurs tous pouvoirs spéciaux, approuve les comptes de la liquidation et donne quitus aux liquidateurs. Elle est présidée par les liquidateurs ; en cas d'absence du ou des liquidateurs, elle élit elle-même son Président.

Les liquidateurs ont pour mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

#### ART. 20.

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents de la Principauté de Monaco.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Monaco dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

Pour le cas, toutefois, où l'actionnaire aurait omis de faire élection de domicile en Principauté, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Monaco.

#### ART. 21.

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après :

que les présents statuts aient été approuvés et la société autorisée par Arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco et le tout publié dans le "Journal de Monaco" ;

et que toutes les formalités légales et administratives aient été remplies.

#### ART. 22.

Pour faire publier les présents statuts et tous actes et procès-verbaux relatifs à la constitution de la présente société, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait de ce document.

II. - Ladite société a été autorisée et ses statuts ont été approuvés par Arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 3 juillet 1995.

III. - Le brevet original desdits statuts portant mention de leur approbation ainsi qu'une ampliation dudit arrêté ministériel d'autorisation ont été déposés au rang des minutes de M<sup>e</sup> REY, notaire susnommé, par acte du 18 septembre 1995.

Monaco, le 29 septembre 1995.

*Les Fondateurs.*

Etude de M<sup>e</sup> Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

### **"SOCIETE DE GESTION PRIVEE"**

Société Anonyme Monégasque

Conformément aux dispositions de l'ordonnance-loi n° 340 sur les sociétés par actions, il est donné avis que les expéditions des actes ci-après :

1°) Statuts de la société anonyme monégasque dénommée "SOCIETE DE GESTION PRIVEE", au capital de 1.000.000 de francs et avec siège social "Eden Star", numéros 32-34, Quai des Sanbarbani, à Monaco-Condamine, reçus, en brevet, par M<sup>e</sup> Jean-Charles Rey, alors notaire à Monaco, le 26 mai 1994 et déposés au rang de ses minutes par acte en date du 18 septembre 1995.

2°) Délibération de l'assemblée générale constitutive tenue le 18 septembre 1995, et déposée avec les pièces annexes au rang des minutes du notaire soussigné, par

acte du même jour (18 septembre 1995),

ont été déposées le 29 septembre 1995 au Greffe Général de la Cour d'Appel et des Tribunaux de la Principauté de Monaco.

Monaco, le 29 septembre 1995.

Signé : H. REY.

### **RESILIATION ANTICIPEE DE CONTRAT DE LOCATION-GERANCE**

#### *Première Insertion*

Suivant acte sous seing privé, le 24 août 1995, entre M. Pierre GOURAND, administrateur délégué de la SAM BLANCHISSERIE TEINTURERIE DU LITTORAL, siège à Monaco, 23, rue des Orchidées, demeurant 27, Promenade des Anglais, 06000 Nice et M<sup>me</sup> Ingrid DE BRUYN, demeurant 16, rue des Agaves à Monaco, il a été décidé la résiliation anticipée en date du 28 février 1995, du contrat de location-gérance libre du fonds de commerce exploité 44, rue Grimaldi à Monaco sous l'enseigne "TEINTURERIE DU LITTORAL".

Oppositions, s'il y a lieu, au siège du fonds, dans les dix jours de la deuxième insertion.

Monaco, le 29 septembre 1995.

### **"S.C.S. FONQUERNE & CIE"**

Dénomination commerciale

### **"AKWABA INTERNATIONAL"**

au capital de 1.000.000 Francs

En dissolution anticipée  
et liquidation amiable

#### **AVIS DE CONVOCATION**

Les associés de la "S.C.S. FONQUERNE & CIE", dénomination commerciale "AKWABA INTERNATIONAL", sont convoqués au siège de la liquidation, C/o PRO SERVICE CONSEIL, au 16, rue des Orchidées à

Monaco, en assemblée générale extraordinaire, le 17 octobre 1995, à 15 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Compte-rendu de la mission du liquidateur.
- Décision à prendre sur la poursuite de la procédure de liquidation amiable.
- Renouvellement ou non du mandat du liquidateur.
- Questions diverses.

*Le Liquidateur amiable.*

### **"SYNTEL"**

Société Anonyme Monégasque  
au capital de 1.000.000 F

Siège social : 15, avenue de Grande-Bretagne  
Monaco (Pté)

#### **AVIS DE CONVOCATION**

MM. les actionnaires de la société anonyme monégasque "SYNTEL" sont convoqués, en assemblée générale ordinaire, au siège social, le 16 octobre 1995, à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 1994.
- Lecture des Commissaires sur les comptes dudit exercice.
- Lecture du Bilan et du Compte de Pertes et Profits établis au 31 décembre 1994 ; approbation de ces comptes et quitus à donner aux Administrateurs pour leur gestion.
- Affectation des résultats.
- Autorisation à donner aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.
- Questions diverses.

MM. les actionnaires de la société monégasque "SYNTEL" sont convoqués, en assemblée générale extraordinaire, au siège social, le 16 octobre 1995, à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

- Changement de dénomination sociale.
- Autorisation à donner aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

*Le Conseil d'Administration.*

**"TEKWORLD"**

Société Anonyme Monégasque  
au capital de 3.000.000 Francs  
Siège social : 2, boulevard Rainier III  
Monaco (Pté)

**AVIS DE CONVOCATION**

MM. les actionnaires de la société anonyme monégasque "TEKWORLD" sont convoqués, en assemblée générale ordinaire au siège social, le 20 octobre 1995, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 1994.
- Lecture des Commissaires sur les comptes dudit exercice.
- Lecture du Bilan et du Compte de Pertes et Profits établis au 31 décembre 1994 ; approbation de ces comptes et quitus à donner aux Administrateurs pour leur gestion.
- Affectation des résultats.
- Nomination d'administrateur.

- Autorisation à donner aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

- Questions diverses.

*Le Conseil d'Administration.*

**ASSOCIATION****"UNION  
DES FEMMES MONEGASQUES"**

Nouveau siège social : 26, quai des Sanbarbani à Monaco (Pté).

**FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS****VALEUR LIQUIDATIVE**

Ordonnance Souveraine n° 9.867 du 26 juillet 1990.

Fonds Communs de Placements	Date d'agrément	Société de gestion	Dépositaire à Monaco	Valeur liquidative au 21 septembre 1995
Monaco Patrimoine	26.09.1988	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	13.346,65 F
Azur Sécurité	18.10.1988	Barclays Gestion	Barclays	34.823,61 F
Paribas Monaco Oblifranc	03.11.1988	Paribas Asset Management S.A.M.	Paribas	1.846,75 F
Lion Invest Monaco	17.10.1988	Epargne collective	Crédit Lyonnais	15.770,27 F
Monaco valeur I	30.01.1989	Somoval	Société Générale	1.675,75 F
Americazur	06.04.1990	Barclays Gestion	Barclays	USD 12.843,83
MC Court terme	14.02.1991	Sagefi S.A.M.	B.T.M.	8.121,54 F
Caixa Court terme	20.11.1991	Caixa Investment Management S.A.M.	Caixa Bank	1.313,25 F
Caixa Actions Françaises	20.11.1991	Caixa Investment Management S.A.M.	Caixa Bank	1.095,65 F
Monactions	15.01.1992	Sagefi S.A.M.	B.T.M.	4.418,96 F
CFM Court terme I	09.04.1992	B.P.G.M.	C.F.M.	12.691,51 F
Monaco Plus-Value	31.01.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	8.602,81 F
Monaco Expansion	31.01.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	5.593.186 L
Europe Sécurité I	31.03.1994	Epargne collective	Crédit Lyonnais	-
Europe Sécurité 2	31.03.1994	Epargne collective	Crédit Lyonnais	-
Monaco IFL	30.09.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	5.391.219 L
Monaco USD	30.09.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	\$ 4.175,53
Japon Sécurité 3	02.06.1995	Epargne collective	Crédit Lyonnais	-
Japon Sécurité 4	03.06.1992	Epargne collective	Crédit Lyonnais	-

Fonds Commun de Placement	Date d'agrément	Société de gestion	Dépositaire à Monaco	Valeur liquidative au 21 septembre 1995
M. Sécurité	09.02.1993	B.F.T. Gestion.	Crédit Agricole	2.358.687,33 F

Fonds Commun de Placement	Date d'agrément	Société de gestion	Dépositaire à Monaco	Valeur liquidative au 27 septembre 1995
Natio Fonds Monte-Carlo "Court terme"	14.06.1989	Natio Monte-Carlo S.A.M.	B.N.P.	16.280,99 F

---

Le Gérant du Journal : Rainier IMPERTI

---

455-AD